

[Texte]

Generally, with the exception of Mr. Manly's point, which is the Americans are not yet in, generally we are happy with what has occurred here and we are certainly proud of what we are doing.

**Mr. Layton:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you, honourable friend. Mrs. Nicholson may have a short question, and then we will terminate with Mr. Manly, who would like a supplementary. Then we will thank you and call back our very patient North-South friend, and then we will pass the bill, most likely, according to what we suggested yesterday.

• 1320

**Miss Nicholson:** I think I have more a comment than a question. I am in favour of this bill. I guess we all have to be very concerned about these extremely poor countries because we are talking about countries where people have a per capita income of something like \$300 a year.

We have all had reason to be critical of some of the things that have happened in the past. The commercial loans to those countries certainly were often given with insufficient care for how the money was used. The commercial lending simply looked at short-term ability to repay, but not at whether the moneys were going to be used to restructure, or to help these countries help themselves. Perhaps that would not be an appropriate goal for commercial lending in any case. Many of these countries have crushing debt loads, partly related of course to OPEC's behaviour and the high energy rates, since these are very energy-poor countries.

I am in favour of our assisting via the international organizations, which do set performance requirements and try to assist these countries to meet some goals. The minister states that long-term lending and concessional interest rates would allow these countries to make the economic adjustments required to reach a stage of development that will eventually lead to healthy economic growth, rising living standards, and a sustainable balance of payments position.

Now, that is a goal that everybody here would support, but has the minister received from any of the international organizations a timetable? When you are looking at countries in the Sahara region, which are among the poorest in the world, with, as I said before, a per capita income of about \$300, do you have solid information that would lead you to think that some of these countries will be able to turn their economies around, say, within a fixed 10-year period, or will we inevitably be looking at further aid after this?

[Traduction]

À l'exception des États-Unis qui n'ont rien versé jusqu'ici, je dois avouer que nous sommes très satisfaits de ce qui s'est passé jusqu'à maintenant, et que nous sommes fiers de notre participation.

**M. Layton:** Merci.

**Le président:** Merci, mon honorable ami. M<sup>me</sup> Nicholson a une brève question à poser, après quoi nous céderons la parole à M. Manly, qui voudrait poser une question supplémentaire. Après quoi, nous vous remercierons et nous demanderons à notre ami de l'Institut nord-sud, qui a été très patient jusqu'à maintenant, de comparaître, ce qui devrait nous permettre vraisemblablement d'adopter le projet de loi, comme on l'a suggéré hier.

**Mme Nicholson:** J'ai une observation à faire plutôt qu'une question à poser. Je suis tout à fait d'accord avec le projet de loi. Nous avons l'obligation de nous inquiéter des pays les plus pauvres dont les habitants ont à peine un revenu de quelque 300\$ par année.

Nous avons tous eu raison de critiquer certaines initiatives qui ont été proposées par le passé. Ainsi, les prêts commerciaux consentis à ces pays l'étaient généralement sans que l'on s'inquiète nécessairement de savoir à quoi l'argent allait servir. On s'inquiétait uniquement de la capacité de ces pays à rembourser à court terme, sans vraiment savoir si les contributions allaient servir à restructurer l'équilibre financier du pays ou à aider ceux-ci à sortir de l'ornière. Peut-être que ce n'est pas non plus à cela que doivent servir les prêts commerciaux. Bon nombre de ces pays ont une dette écrasante, et cela tient en partie à l'orientation de l'OPEP et au coût très élevé de l'énergie, car la plupart de ces pays sont vraiment très pauvres en sources d'énergie.

Je suis tout à fait d'accord avec l'idée d'aider ces pays par l'entremise d'organismes internationaux qui, eux, fixent des critères de rendement et essaient d'encourager les pays bénéficiaires à atteindre certains objectifs. Le ministre dit que les prêts à long terme et les taux d'intérêt concessionnels permettront à ces pays d'apporter les ajustements économiques nécessaires pour atteindre un stade de développement qui aboutira éventuellement à une saine croissance économique, à une augmentation du niveau de vie et à une position soutenable en matière de balance des paiements.

Voilà un objectif extrêmement louable, mais le ministre a-t-il reçu de ces organismes internationaux un échéancier quelconque? Puisque l'on s'adresse aux pays de la région saharienne qui sont parmi les plus pauvres du monde et dont le revenu par habitant est d'environ 300\$ par année, je le répète, avez-vous des chiffres qui vous laissent croire que certains d'entre eux seront un jour en mesure de redresser leur économie d'ici 10 ans, par exemple, ou faut-il prévoir encore de les aider ultérieurement?